

Santé, Protection Animales et Environnement
9 rue des carmes
cité administrative
48000 Mende
ddetspp-spae@lozere.gouv.fr

Mende, le 4/12/25

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Partie nominative

Association pour le cheval de Przewalski : TAKH

Le Villaret
48150 Hures-La-Parade

Affaire suivie par : Maelys SARDA
Téléphone : 06 72 68 25 62
Courriel : maelys.sarda@lozere.gouv.fr
Références : DDETSPP/SPAE/MS/2025 - 289
Code AIOT : 0100001406

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23/10/2025 de l'Association pour le cheval de Przewalski : TAKH implantée à « le Villaret », 48150 Hures-la-Parade. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.


Participantes à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :



- Maelys SARDA, Santé, Protection Animale et Environnement, Équipe DDETSPP 48, inspectrice de l'environnement
- Claire CARTET, Santé, Protection Animale et Environnement, Équipe DDETSPP 48, inspectrice de l'environnement

Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Sébastien CARTON DE GRAMMONT, Responsable du site et capacitaire de l'association TAKH,
- Florian DROUARD, Responsable opérationnel de l'association TAKH.

Le courriel d'échange avec l'administration est cartondegrammont@takh.org.

Rédacteur
L'inspectrice de l'environnement

Maelys SARDA

Vérificateur	Approbateur
La coordinatrice régionale des installations classées	La cheffe du service SPAE
 Signé numériquement par Cartet Claire ND : CN=Cartet Claire, E=claire.cartet@aveyron.gouv.fr Raison : Je suis l'auteur du document Emplacement : Date : 2025.11.24 15:43:38 +01'00' Foxit PDF Reader Version: 2024.1.0 Claire CARTET	 Élise PICHON

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 23/10/2025 de l'établissement l'Association pour le cheval de Przewalski : TAKH , implanté à « Le Villaret » 48150 Hures-la-Parade, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité ou de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- **Contenu du règlement intérieur** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 1 > 1.
- **Plan de secours** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 1 > 3.
- **soins d'urgence** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019 article : 31
- **Plan de secours** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 1 > 3.
- **information au préfet** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019 article : 6

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du
travail, des solidarités et de la protection
des populations**

Santé, Protection Animales et Environnement
9 rue des carmes
cité administrative
48000 Mende

Mende, le 4/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Association pour le cheval de Przewalski : TAKH

Le Villaret
48150 Hures-La-Parade

Références : DDETSPP/SPAE/MS/2025- 289

Code AIOT : 0100001406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'association pour le cheval de Przewalski : TAKH, implantée à « le Villaret » 48150 Hures-la-Parade. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSO POUR LE CHEVAL PRZEWALSKI :TAKH
- LE VILLARET 48150 Hures-la-Parade
- Code AIOT : 0100001406
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TAKH est une association pour la sauvegarde du cheval de Przewalski créée en 1990 sur le Causse Méjean. Elle met en œuvre des actions de conservation de la nature fondée sur la démarche scientifique en restaurant des populations libres et viables de chevaux de Przewalski, en menant des recherches scientifiques à long terme sur les chevaux de Przewalski et en mobilisant et sensibilisant les communautés locales et le grand public pour la conservation des chevaux de Przewalski et des écosystèmes associés.

Les locaux abritant le siège de l'association, le laboratoire et l'accueil du public ont récemment été rénovés. Ces bâtiments font partie d'un hameau complété par des gîtes en cours de restauration et des bâtiments qui ont été cédés au parc national des Cévennes et accueillent des locaux administratifs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu du règlement intérieur	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	information au préfet	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	soins d'urgence	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 31	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Visites vétérinaires	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42	Sans objet
4	Pertes animales	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
5	Etat d'hygiène	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48	Sans objet
6	Éducation et sensibilisation du public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Sans objet
7	personnel	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 4	Sans objet
9	installations, enclos et clotures	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 7	Sans objet
10	anesthésie	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 23	Sans objet
12	registre des entrées/sorties	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 37	Sans objet
13	dossier sanitaire	Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 38	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la perte d'un soutien économique important (mécénat de la fondation MAVA), l'exploitant développe des prestations payantes d'accueil du public :

- visites accompagnées du parcours de découverte,
- une fois par semaine : participation aux soins des chevaux,
- nuitées en gîte dans le hameau restauré.

Des travaux de rénovation ont débuté courant 2021 sans information préalable du préfet. Un porter à connaissance des modifications réalisées et prévues doit être transmis à l'inspection. Des actions correctives sont attendues, notamment la mise à disposition et l'affichage des consignes de sécurité, des numéros d'urgence ainsi que des plans de secours pour le public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du règlement intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.
Thème : Élevage, Règlement intérieur
Prescription contrôlée : Le règlement intérieur fixe notamment :- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public. Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent. Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).
Constats : Un règlement intérieur a été rédigé le 3 juin 2019, à la suite de l'ouverture du parc au public. Une charte du visiteur est remise à chaque personne autorisée à entrer dans les enclos, y compris les étudiants et chercheurs. Des panneaux d'affichage sont installés au niveau des passages canadiens et des barrières du GR60, rappelant l'interdiction d'entrer dans le parc ainsi que les risques encourus en cas de non-respect de cette interdiction. Cependant, les dangers et risques potentiels ne sont ni affichés sur le site, ni portés à la connaissance de l'ensemble des visiteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'affichage des consignes de sécurité doit être complété et le règlement intérieur doit être mis à disposition du personnel et du public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
Thème : Élevage, Plan de secours
Prescription contrôlée : Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la

base de scenarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

Constats :

Actuellement, aucun plan d'incendie ne reprend les issues de secours, les emplacements des extincteurs ni les zones de rassemblement. Aucun plan de secours décrivant les scénarios types, les processus à suivre et les réflexes à adopter en cas d'incident n'a été rédigé à destination des employés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un plan d'incendie doit être affiché dans chaque bâtiment. Un plan de secours doit être rédigé et porté à la connaissance des services d'inspection sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Visites vétérinaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42

Thème : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Prescription contrôlée :

Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent. Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées. Toute suspicion de maladie réputée contagieuse mentionnée à l'article D. 223-21 du code rural, ainsi que toute confirmation de maladie à déclaration obligatoire mentionnée à l'article D. 223-1 du code rural, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au directeur départemental des services vétérinaires. Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, les établissements bénéficient du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Constats :

L'ensemble des comptes rendus effectués par le vétérinaire sanitaire sont conservés par l'exploitant dans un classeur. Les vétérinaires sanitaires Frédéric DECANTE et Florine PARSIS du cabinet vétérinaire de Banassac peuvent être contactés à tout moment, leurs numéros sont enregistrés sur l'ensemble des téléphones du personnel. Ils sont généralement appelés lors d'un décès, afin de réaliser une autopsie. D'autres vétérinaires, plus spécialisés (Norine CHAÏ, Thierry PETIT, Christian VAYZER ainsi que d'autres spécialistes) peuvent être sollicités pour des interventions plus spécifiques, comme des anesthésies, notamment lors de transport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pertes animales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : Lorsqu'ils sont trouvés, les cadavres sont récupérés dans les plus brefs délais, avant toute intervention de la faune sauvage, si possible. La société SECANIM est ensuite contactée pour leur enlèvement. En cas de délai d'attente, les cadavres peuvent être conservés dans des congélateurs prévus à cet effet. La dernière intervention de SECANIM date du 10 juillet 2025. Un registre des observations quotidiennes ainsi que des veilles sanitaires est tenu à jour. Il mentionne notamment les noms des personnes présentes, ainsi que le cheval concerné, l'heure et le lieu des observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat d'hygiène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48
Thème : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes. Toutes les eaux résiduelles issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement.
Constats : Les équipements et abreuvoirs sont maintenus en état de propreté et nettoyés selon les besoins, notamment lorsque des chevaux sont présents dans les parcelles ou lorsque l'eau stagne pendant une durée prolongée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Éducation et sensibilisation du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
Thème : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en oeuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.

Constats :

L'association œuvre à la promotion de l'éducation et de la sensibilisation environnementale de ses visiteurs, notamment par la mise en place de panneaux pédagogiques ainsi que par l'accompagnement et l'information assurée par le personnel. Des visites guidées, à pieds ou en 4x4, à l'intérieur ou à l'extérieur des enclos, sont organisées afin de sensibiliser les visiteurs aux enjeux environnementaux et à la faune présente sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 4

Thème : Élevage, présence de capacitair

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose en permanence de personnels dont le nombre et la compétence sont suffisants pour mettre en œuvre les dispositions du présent arrêté. Les missions et le niveau de responsabilité de chacun des personnels sont précisément définis par le responsable de l'établissement. L'exploitant tient régulièrement à jour et fait respecter un règlement de service dont les caractéristiques sont conformes à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié. Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux

Constats :

L'ensemble du personnel susceptible d'entrer en contact avec les animaux est identifié par un trombinoscope, et leurs rôles respectifs sont définis dans le règlement intérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : information au préfet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 6

Thème : Risques accidentels, information au préfet lors de modifications

Prescription contrôlée :

Le responsable s'engage à porter à la connaissance du préfet : a) le nom et l'adresse du vétérinaire sanitaire en charge du suivi de l'établissement, habilité conformément à l'article L203-1 du code rural et de la pêche maritime et de tout changement pouvant intervenir à son sujet ; b) toute modification envisagée des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation ; c) les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation ; d) tout changement d'exploitant, dans le mois qui suit la prise en charge de l'établissement ; Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration ; Le nouveau responsable de l'établissement doit produire un certificat de capacité ; e) tout projet de transfert de l'établissement sur un autre emplacement. Cette modification notable est traitée comme une nouvelle demande d'autorisation ; f) la cessation d'activité, au moins un mois avant celle-ci. Cette notification s'accompagne d'un dossier comprenant les mesures prévues pour assurer la protection des animaux détenus ainsi que leur destination.

Constats :

Les modifications apportées à l'installation n'ont pas systématiquement portées à la connaissance de l'inspecteur des ICPE. Un projet de travaux, initié début 2021, est toujours en cours : mise en

place d'une station d'épuration lagunaire réalisée le 02/05/2023, installation de panneaux photovoltaïques destinés à couvrir l'ensemble des besoins énergétiques de l'installation, mise en place d'un poêle à bois et à granulés automatique. L'exploitant prévoit de réhabiliter un dernier bâtiment afin d'accueillir une dizaine de personnes, notamment les employés et stagiaires de l'association.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un porter à connaissance doit être rédigé afin d'informer l'autorité compétente de l'ensemble des modifications réalisées et envisagées au sein de votre installation. Une fois constitué, ce dossier, à l'attention de l'inspecteur des ICPE, devra être transmis au Bureau de l'Environnement de la Préfecture de la Lozère. Après instruction, il sera porté à la connaissance du préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : installations, enclos et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 7
Thème : Risques chroniques, installations, clôtures et enclos
Prescription contrôlée : L'établissement est constitué : de deux enclos d'environ 200 hectares chacun, permettant la rotation de pâture été/hiver. Un double-portail permet le transfert des animaux d'un enclos à l'autre sans risque d'évasion. Chaque enclos est équipé d'un abreuvoir de grande capacité. - l'enclos du Villaret est délimité par une clôture de type « high tensile » d'un mètre 70 de hauteur, avec un piquet tous les 8 mètres, des lattes tous les 2 mètres et munie de 7 rangées de fil en câble d'acier lisse dont 2 sont électrifiées, le plus haut se situant au minimum à 1 mètre 70 du niveau du sol. - l'enclos de Nivoliers est également délimité par une clôture d'1 mètre 70 de hauteur minimum avec des piquets espacés tous les 8 mètres et composée de 6 rangées de câbles d'acier dont 3 sont électrifiées. Ces clôtures empêchent toute fuite des animaux vers l'extérieur. Des passages canadiens et des barrières sont installés de façon à permettre l'utilisation en toute sécurité des chemins ruraux et du sentier de grande randonnée (GR 60) qui traversent ces parcs. ⦿ de trois enclos de contention qui servent à la surveillance sanitaire et à la quarantaine avant chaque départ vers des pays tiers. Ils sont clôturés par un grillage de type « cyclone » de 1,90 mètre de hauteur et équipés d'abreuvoirs automatiques. Deux d'entre eux disposent d'abris. Ces enclos peuvent également servir à isoler des chevaux malades ou nécessitant des soins particuliers. de bâtiments permettant le stockage du matériel d'entretien et du foin ainsi que les bureaux de l'association.
Constats : Un chemin carrossable traversant l'enclos du Villaret est emprunté quotidiennement par une famille pour accéder à son domicile. À la demande de ces résidents, aucun portail n'a été mis en place afin de garantir leur accès permanent : deux passages canadiens sont installés à l'entrée et à la sortie de l'enclos. L'enclos du Villaret (utilisé en période estivale) et l'enclos du Grand de Vez (utilisé en période hivernale) sont séparés par un sentier de randonnée (GR 60), faisant office de sas sanitaire entre les deux zones. Des travaux ont récemment été réalisés sur le tracé du GR : les passages canadiens ont été remplacés par des portails cavaliers afin d'améliorer la sécurité et la maîtrise des déplacements des animaux. Pour limiter le risque d'évasion lors des transferts de cheptel, l'ensemble des portails est systématiquement cadenassé. Les deux enclos, d'une superficie d'environ 200 hectares chacun, sont entièrement clos et

maintenus fermés par deux portails principaux cadenassés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : anesthésie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 23

Thème : Risques accidentels, soins aux animaux

Prescription contrôlée :

Les soins, lorsqu'ils sont nécessaires, sont réalisés sous anesthésie générale ou à l'aide d'un fusil permettant d'injecter des médicaments à distance et les animaux font l'objet d'un suivi étroit. Tout animal qui présente un risque de dissémination d'un danger sanitaire de première catégorie au sens de l'article L201-1 du code rural et de la pêche maritime est euthanasié.

Constats :

Seuls les soins strictement nécessaires sont réalisés par l'exploitant. Les injections d'antibiotiques ou d'anti-parasitaires ne sont administrées qu'en cas de mise en danger de la vie de l'animal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : soins d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 31

Thème : Risques accidentels, matériel d'immobilisation

Prescription contrôlée :

Le personnel désigné dans l'effectif pour intervenir en cas d'urgence dispose notamment : d'une trousse de soins d'urgence, d'un véhicule en réserve pour assistance, d'un matériel d'immobilisation des animaux : fusil hypodermique et ses munitions. Dans le cas où une arme à feu serait détenue pour abattre tout animal devenu dangereux ou qui se serait échappé, un dossier à disposition des services de contrôle doit être tenu à jour, comportant copie de la déclaration de détention d'arme, le récépissé de la Préfecture du dépôt de cette déclaration, la liste des personnes nommément désignées par l'exploitant et les copies des licences ou des permis de ces personnes. L'accès à l'arme est limité aux seules personnes habilitées à l'utiliser. Elle est rangée dans un local fermé à clé. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

Constats :

Trois membres du personnel disposent du PSC1 et sont habilités à dispenser les premiers secours. Une trousse de secours est disponible dans le bâtiment d'accueil ainsi que dans le véhicule de service. Un local infirmerie est en cours d'aménagement.

Le fusil hypodermique est conservé dans la salle de maintenance fermée à clef, à laquelle seuls le capacitaire et le responsable de la maintenance ont accès. Toutefois **il n'est pas rangé dans un local spécifique contrairement aux prescriptions réglementaires.**

Le fusil hypodermique peut être utilisé par le capacitaire pour l'administration d'antibiotiques ou d'anti-parasitaires. En cas d'anesthésie, ce sont les vétérinaires qui réalisent le mélange d'IMOBILON et effectuent l'injection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le local destiné au stockage du fusil hypodermique doit être fermé à clé en permanence et accessible uniquement au personnel habilité, afin d'assurer la sécurité et la conservation de l'appareil.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : registre des entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 37
Thème : Risques chroniques, généralités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des entrées et des sorties est tenu conformément à la section 2 du chapitre premier de l'arrêté interministériel du 8 octobre 2018 sus-visé.</p> <p>Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.</p> <p>Une fois par trimestre, une édition du registre est transmise, le cas échéant par voie électronique, à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, sauf si aucun évènement n'a été renseigné au cours du trimestre.</p> <p>Le registre et les pièces justificatives sont conservés par le détenteur au moins cinq années à compter de la clôture du registre. Ce registre est considéré comme clos lorsque le motif de sortie est renseigné et daté pour tous les animaux qui doivent y être inscrits.</p> <p>Le responsable de l'élevage doit conserver à demeure les justificatifs d'acquisition des chevaux le cas échéant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des naissances, décès, exportations et acquisitions d'animaux est consigné dans le registre des entrées et sorties. Il pourrait être envisagé de noter lorsqu'un animal est placé en congélation en attente de son autopsie. Chaque animal dispose d'une puce électronique délivrée par l'IFCE, lors de son identification. La puce d'identification hypodermique est conservée par le vétérinaire et n'est implantée qu'au moment de la capture de l'animal, lorsqu'une anesthésie est déjà nécessaire pour d'autres raisons (par exemple, en vue d'une exportation). Cette procédure permet d'éviter une double capture et une double anesthésie, limitant ainsi le stress et les risques pour l'animal et les personnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : dossier sanitaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2019, article 38
Thème : Risques chroniques, généralités
Prescription contrôlée : Le dossier sanitaire est tenu conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 25/03/2004 modifié. Il est conservé dans l'établissement au moins dix années à dater de la dernière inscription. Dans le dossier sanitaire, sont notés les soins préventifs et curatifs donnés aux animaux y compris pendant la quarantaine, les modalités d'isolement ou d'acclimatation des animaux mises en œuvre, les interventions du vétérinaire sanitaire, les résultats d'analyse, les diagnostics, les mortalités et leur cause, les résultats d'examen nécropsique, les interventions sur l'établissement à visée sanitaire notamment les désinfections ainsi que le nom et la signature du responsable des interventions. Sont annexés au dossier sanitaire, le compte rendu des visites du vétérinaire sanitaire et les ordonnances prescrites pour l'utilisation de médicaments. Le dossier sanitaire est tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.
Constats : Le registre sanitaire est tenu à jour quotidiennement et les données y figurant sont retranscrites dans une application accessible à l'ensemble du personnel. Ces informations sont conservées pendant toute la durée de vie de l'animal ainsi que celle de sa descendance.
Type de suites proposées : Sans suite